

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, 13 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



HUTTENES ALBERTUS FRANCE

ZI de Pont-Brenouille
BP 30309
60723 PONT STE MAXENCE

Références : IC-R/0298/22-SD/SL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2022 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 PONT STE MAXENCE. L'inspection a été annoncée le 19/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 30 mai 2022 fait suite à l'incendie du 12 mai 2022 au sein du hangar des additifs carbonés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 PONT STE MAXENCE
- Code AIOT dans GUN : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furannique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits.

Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile.

Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, ainsi que par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2016.

Le site est classé SEVESO seuil Haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie du 12 mai 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 3 : Bassins de confinement	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 7.5.7	/	Sans objet
PC 5 : Dispositions constructives	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 8.1.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 1 : Déclaration et rapport	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 2.5.1	/	Sans objet
PC 2 : Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 7.3.6	/	Sans objet
PC 4 : Travaux	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 12 mai 2022, le site de Pont Sainte Maxence faisait l'objet d'un incendie rapidement maîtrisé par le personnel de la société Huttenes Albertus. L'incendie d'une seule plaque ondulée translucide de la toiture du hangar des additifs carbonnés a été déclarée suite à des travaux de meulage et de soudage à proximité quelques heures avant.

Lors de l'inspection, deux non conformités ont été relevées. Une, concernant la gestion des eaux d'incendie qui n'ont pas fait l'objet de l'ensemble des contrôles de tous les paramètres de l'arrêté d'autorisation d'exploiter avant leur rejet au milieu naturel. La seconde, concernant la nature de la toiture du hangar des additifs carbonnés qui doit être incombustible.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2013, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a communiqué par mail à l'Inspection des installations classées le 19 mai 2022 le rapport d'accident. Ce dernier décrit le déroulé, les défaillances relevées et les actions d'amélioration à mener. Pour mémoire, l'incendie a été découvert le 12 mai 2022 à 16h20 par un opérateur de production au sein du hangar additifs carbonés (stockage intérieur de charbon et sécheur). Cet incendie est, selon l'exploitant, un feu couvant suite à une intervention le 12 mai 2022 par les équipes internes de maintenance sur la vis du sécheur qui se situe sur une plate-forme en hauteur à proximité de la toiture et notamment de la tôle ondulée transparente qui a pris feu. Cette intervention a mis en œuvre du travail par points chauds et notamment de la découpe via une meuleuse et de la soudure. A 16h30, le feu est maîtrisé en interne avec l'utilisation de 3 RIA. Les pompiers sont sollicités par l'exploitant à 16h31 afin qu'un contrôle soit effectué. Après vérification de la charpente et un contrôle thermique, les pompiers quittent le site à 18h05. En parallèle de la gestion de l'incendie, la vanne de barrage du secteur concernée avait été manœuvrée à 16h22. La gestion des eaux d'incendie est abordée dans les points de contrôles suivants. Il est à noter que le volume d'eau est assez faible du fait du temps d'extinction qui est lié à la nature de la toiture majoritairement constituée de plaques ondulées en fibrociment. Une seule plaque transparente a été concernée par le feu. Le jour de l'inspection, il a été constaté des marques de l'incendie sur des éléments de la charpente et notamment la chantignolle et la panne intermédiaire au niveau supérieur de la plaque concernée. Observation n°1 : L'exploitant réalise un contrôle de la zone concernée par une personne compétente qui justifie du bon état de la charpente et de la toiture. L'exploitant, réalise, le cas échéant les travaux nécessaires à la remise en état de la charpente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2013, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'isolement des eaux d'incendie
Prescription contrôlée : [...] La procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant a rédigé une procédure référencée AC.INCE 06 mise à jour le 22/07/2019 dont le but est de décrire les actions à mener en cas d'incendie et d'explosion. Elle spécifie le confinement du site en cas d'incendie ou d'explosion. Comme décrit dans le point de contrôle n°1, l'exploitant a réalisé le confinement de la zone concernée du site le jour de l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC 3 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2013, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des eaux d'incendie et contrôles des eaux collectées
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées dans le but de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Les eaux d'extinction collectées dans les capacités de confinement ne peuvent être rejetées dans le milieu récepteur (milieu naturel via le réseau d'eaux pluviales communal) qu'après contrôle de leur qualité et si elles respectent les valeurs limites de rejet fixées au titre 4 du présent arrêté. Le cas échéant, elles devront faire l'objet d'un traitement approprié selon les filières de traitement des déchets autorisés.
Constats : L'exploitant a confiné le site à 16h22 soit deux minutes après l'alerte incendie. Les eaux ont été conservées dans le réseau des eaux pluviales jusqu'au 13 mai 2022 (heure du prélèvement interne). Le laboratoire interne à HA a fait une analyse des eaux sur les paramètres suivants : - Aspect (exempt matières flottantes), - odeur, - pH, - matières en suspensions (MES). Les paramètres ont été enregistrés au sein du document DOQ 144-V1 présenté le jour de l'inspection. Le pH était de 6,6 et les MES de 30 mg/L. L'exploitant a rejeté les eaux d'extinction dans le réseau des eaux pluviales suite à la lecture de ces résultats. Les paramètres de pH et de MES sont conformes aux seuils du point 4 de l'arrêté préfectoral. Le point 4 de l'arrêté préfectoral concernant les eaux pluviales prescrit notamment de contrôler la température, les MES, les hydrocarbures et la DCO et la DBO5. Ainsi le 13 mai 2022, l'exploitant n'a pas respecté la prescription et ne s'est pas assuré que l'ensemble des paramètres à contrôler pour les eaux pluviales et donc ici les eaux d'extinction était respecté avant de décider de rejeter ces eaux au milieu naturel. Fait susceptible de suite n°1 : Au regard des insuffisances décrites ci-dessus sur les analyses à réaliser sur les eaux de l'incendie avant leur rejet, l'Inspection invite l'exploitant à respecter avec toute la rigueur nécessaire les dispositions de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/06/2013. A cet effet, et afin d'éviter le renouvellement des insuffisances de mai 2022 sur le sujet, l'exploitant informera l'Inspection des actions correctives qu'il mettra en œuvre, en précisant clairement les libellés et les échéances de réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC 4 : Travaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2013, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées Comme locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Ces entreprises doivent être habilitées par l'entreprise, reposant notamment sur des critères d'acceptation des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

Le permis d'intervention rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

En outre, dans le cas d'intervention sur des mesures de maîtrise des risques, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Constats : Le 12 mai 2022 à 10h30, l'exploitant réalise par la maintenance interne du site une intervention sur la vis du sécheur. Cette dernière inclut de la découpe d'éléments en acier par une meuleuse et de la soudure.

Un permis de feu a été rédigé le 12/05/22 à 10h30 par HA (Document DOQ 118 V6). Ce document a été transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection.

Le permis de feu inclut les prescriptions du présent article à savoir :

- les causes de sa délivrance : nature des travaux,
- la durée de validité : 1 jour,
- la nature des dangers : étincelles, feu, ...
- le type de matériel pouvant être utilisé : poste à souder, tronçonneuse, meule, perceuse,
- les mesures de prévention : avant l'intervention, pendant et après l'intervention,
- les moyens de protections à mettre en œuvre.

Le permis de feu est signé par le responsable de l'opération, l'exécutant et le chef d'équipe.

Il est spécifié sur le permis de feu que la trémie et la vis ont été vidées pour l'intervention. Il est également précisé la personne et numéro à joindre en cas de problème.

Plus particulièrement le permis de feu décrit les mesures de prévention avant l'intervention, et précise de protéger ou couvrir de bâches ignifugées tous les matériaux ou installations combustibles. Or, lors de l'intervention, l'exploitant n'a pas mis en œuvre ces moyens de protection. Il est également indiqué au sein du permis de feu que l'intervenant doit vérifier la nature des matériaux situés derrière les cloisons proches du lieu de travail. Il est écrit que tous les travaux par point chaud doivent être éloignés de tous matériels combustibles (> 10 m).

Le permis de feu décrit les actions à réaliser pendant l'intervention qui précise qu'il faut surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.

<p>Après l'intervention, le permis de feu indique d'inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.</p> <p>Le permis de feu inclut un tableau de "surveillance sécurité" composé de plusieurs phases. Pendant les travaux la surveillance doit être assurée par les intervenants. Une surveillance permanente doit être assurée pendant au minimum 30 minutes après la fin des travaux. L'exploitant doit ensuite maintenir une surveillance rigoureuse toutes les 15 minutes pendant 2 heures minimum après les travaux. Ensuite le tableau de surveillance prévoit les personnes désignées après 17 h pour la surveillance ainsi que le gardien en charge de cette mission. En séance, l'exploitant a indiqué que ce processus de permis de feu était mis en place et amélioré dans le cadre des audits de l'assureur. Les étapes de surveillance ont été complétées par l'exploitant.</p> <p>Selon le rapport d'accident de l'exploitant et suite aux échanges lors de l'inspection, il est nécessaire de sensibiliser et former les personnes intervenantes au respect des consignes du permis de feu et notamment dans ce cas précis la mise en place de protection contre les projections d'étincelles.</p> <p>Observation n°2 : L'exploitant réalise une formation/sensibilisation des personnes intervenantes sur les travaux par points chauds et en charge du contrôle du respect de la mise en place du permis de feu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2013, article 8.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Toitures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les toitures des entrepôts de stockage sont réalisées avec des éléments incombustibles.</p>
<p>Constats : Il a été constaté que la toiture du bâtiment était composée principalement de tôle ondulée en fibrociment et de tôles transparentes dont le caractère incombustible n'a pas pu être confirmé le jour de l'inspection.</p> <p>L'Inspection sollicite donc l'exploitant pour qu'il lui communique la nature des éléments constituant l'ensemble de la toiture de ce bâtiment et notamment le caractère incombustible de ces derniers.</p> <p>En complément, lors du remplacement de la tôle, un contrôle de la charpente sera effectué par une personne tierce qui confirmera l'état de cette dernière. L'exploitant réalise, le cas échéant, les travaux nécessaires à la remise en état de la charpente (cf Observation n° 1 du PC n°1).</p> <p>Même si le caractère incombustible de l'ensemble des éléments constituant la toiture n'a pas pu être évalué le jour de l'inspection, il ne peut pas être remis en cause que la plaque ondulée transparente liée à l'incendie du 12 mai était combustible de fait.</p> <p>Ainsi la non-conformité à cette prescription pour cet élément de la toiture est établie.</p> <p>Fait susceptible de suite n°1 : L'exploitant réalise un contrôle de l'ensemble des éléments constituant la toiture de ce bâtiment afin de s'assurer que ces derniers respectent le caractère incombustible. Le cas échéant, l'exploitant réalisera les travaux nécessaires à la mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet